

# DIASPORAS

## news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



Photo : DR

**USA**

**LE GRAND RETOUR  
DE TRUMP**



AVANT GARDE PRODUCTION

CORSAIR

# AFRIK FASHION WEEK 17

By I. Anoh

JEUDI 14 NOV 2024 - SAMEDI 16 NOV 2024

20 HEURES

SOFITEL ABIDJAN HOTEL IVOIRE

THÈME FOOT, MODE ET ÉLÉGANCE



## PARTENAIRES INSTITUTIONNELS





## DIASPORAS-NEWS

édité par DCS GROUP  
Agence de Communication

### Relations Publiques et Services

39, Rue Félix Faure  
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com  
Tél. : +339 50 78 43 66  
Mob. : +336 34 56 53 57  
Fax : +339 55 78 43 66  
contact@diasporas-news.com

### Contact Publicité

+336 34 56 53 57  
publicite@diasporas-news.com

### Président Directeur de Publication

Thomas DE MESSE ZINSOU  
redaction@diasporas-news.com

### Conseiller du Président

Clotaire KATI COULIBALY

### ont collaboré à ce numéro :

Lamine THIAM - Malick DAHO  
Jean-Christophe PAGNI  
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU  
Guy Florentin YAMEOGO  
Kokouvi EKLOU

### Directrice Marketing

### Relations Publiques

Coura SENE-DIACK

### Direction Artistique

Christ ZEADE

### Représentant en Côte d'Ivoire

Richard KAUL MELEDJE

### Représentante au Togo

Valérie ABOKI

### Développement Région Rhône-Alpes

Dieudonné SOME WENS

### Développement Rhône

Valentin G. SIKELY

### Développement Hérault

Benjamin AKA

### Développement Ile de France

Jean-Luc GNAGO GROYOU

### Développement Haute-Garonne

Jérôme M'BOUA

### Développement Alpes-Maritimes

Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution

ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

# EDITO

## Trump peut-il Make Africa Great Again ?



Donald Trump sera investi comme 47e président des États-Unis le 20 janvier 2025. (Ph: DR)

**A**u soir de l'élection américaine plusieurs dirigeants africains se sont empressés de tweeter leurs félicitations à Donald Trump qui revient au pouvoir après l'intermède Biden. Ils se sont tous dit prêt à travailler avec le prochain locataire du Bureau ovale, espérant une réinitialisation diplomatique, dans l'espoir que le second mandat de M. Trump apporterait "des partenariats économiques et de développement réciproques entre l'Afrique et les États-Unis". Mais le Trump nouveau a-t-il l'Afrique comme objectif ? Au cours de son premier mandat à la Maison Blanche, les critiques l'ont accusé d'ignorer l'Afrique, en réduisant certains financements, en limitant l'immigration et en qualifiant certaines nations de « pays de merde ». Même s'il a mis en place des programmes visant à accroître les investissements en Afrique, programmes qui restés opérationnels après son départ, c'est l'administration Biden qui a le plus investi sur le continent. C'est donc à juste titre que certains

craignent que Donald Trump ne revienne sur ces investissements et ces échanges. Le futur président a une vision plus protectionniste que Biden. L'un des slogans de son premier mandat était « L'Amérique d'abord ». L'autre était de redonner à l'Amérique sa grandeur (Make America Great Again). Cependant, peut-on raisonnablement espérer que Donald Trump ait envie de donner de la grandeur à l'Afrique ? En raisonnant par l'absurde, on peut penser par la positive. Eu égard à la Russie et la Chine qui sont de plus en plus présents et prégnants dans l'espace africain, et l'Europe dont certains accords coloniaux demeurent, les États-Unis peuvent-ils se permettre d'ignorer l'Afrique ? Rien n'est moins sûr. La loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), qui permet aux pays africains éligibles d'exporter certains de leurs produits vers les États-Unis sans payer de taxes depuis 2000, est une source de préoccupation majeure. Au cours de son administration précédente, Trump a déclaré que le programme ne serait pas renouvelé à son expiration en 2025. Mais ce serait à coup sûr dérouler le tapis rouge pour les autres puissances.

Bien que le milliardaire ne soit pas très favorable à l'AGOA, il a reconnu que si les États-Unis voulaient contrer l'influence économique croissante de la Chine en Afrique, ils devaient maintenir un certain niveau de partenariat. Son programme d'aide aux entreprises américaines souhaitant investir en Afrique, en 2018, peut être relancé avec plus de dynamisme dans ce sens. Si Trump a fait de l'immigration illégale son cheval de bataille, ne sera-t-il pas obligé de jongler entre investissements conséquents en Afrique et loi très dure contre l'immigration ? En 2022, environ 13 000 migrants africains ont été enregistrés à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. En 2023, ce chiffre avait quadruplé pour atteindre 58 000. Certains de ces candidats à l'immigration disent avoir fui la guerre, la persécution et la pauvreté. Alors Donald Trump pourra-t-il redonner à l'Amérique sa grandeur sans donner des gages de développement à l'Afrique ? A lui de bien y réfléchir.

Malick Daho



Le Nigeria est secoué par une crise économique et les manifestations se multiplient. (Ph : DR)

# DOSSIER

NIGERIA

## La pauvreté explose au Nigeria

Un rapport alarmant de la Banque mondiale fait état d'une pauvreté croissante au Nigeria. Selon le document, la moitié des habitants du pays vivent désormais sous le seuil de pauvreté, soit 15 % de plus qu'en 2018. Face à cette tendance, l'institution met en cause les grandes réformes économiques du nouveau président Bola Ahmed Tinubu.

C'est la crise au Nigeria ! Quand Bola Ahmed Tinubu est investi nouveau président en mai 2023, il annonce des mesures-choc pour l'économie : levée d'une partie des subventions sur l'essence, qui grevaient sévèrement le budget de l'État et retour à un taux de change flottant pour le Naira, la devise nationale, dont la valeur était jusque-là garantie par la puissante Banque Centrale du Nigeria (CBN). Mais ces réformes n'ont pas eu les effets escomptés. Pour la population nigérienne comme pour les investisseurs, les temps sont durs. « Depuis 2018, la proportion de

Nigériens vivant sous le seuil national de pauvreté a fortement augmenté, passant de 40,1 % à 56 % », soit « 129 millions d'habitants qui vivent dans la pauvreté », indique le rapport de la Banque mondiale publié jeudi 17 octobre 2023. Et si plusieurs chocs ont contribué à cette aggravation, relève encore le document, les deux grands chantiers économiques menés par l'administration du président Bola Ahmed Adekunle Tinubu depuis son arrivée au pouvoir en 2023 - la suppression des subventions sur l'essence d'une part, l'harmonisation des taux de change pour la monnaie locale, le naira, de l'autre

- n'y sont pas pour rien non plus puisqu'ils se sont traduits par une multiplication par cinq du prix de l'essence et par un bond de 30 % de l'inflation. « C'est encore pire qu'avant : alors qu'au Nigeria, il y a d'énormes différences de développement entre les 36 États fédérés, les zones qui se trouvaient jusqu'à présent mieux dotées que les autres commencent à décrocher, constate ainsi Benjamin Augé, spécialiste du Nigeria à l'Institut français des relations internationales (Ifri). C'est ce qui explique ces chiffres extrêmement préoccupants au niveau national. » Dans son rapport, la Banque mondiale s'inquiète tout parti-

culièrement de la pauvreté urbaine qui a presque doublé en un an, mais aussi de l'incapacité de l'État à stimuler l'économie. « L'État nigérian a effectivement du mal à financer un budget pourtant très faible qui s'élève à peine 30 milliards de dollars : un autre pays de la région - la Côte d'Ivoire - a quasiment le même mais compte huit à neuf fois moins d'habitants ! », décrypte encore Benjamin Augé. Une crise économique que viennent encore aggraver deux facteurs : l'insécurité dans le pays d'un côté, l'effondrement du secteur pétrolier dans la dernière décennie de l'autre.

Alain Dossou

## Une crise à plusieurs têtes

Il y a plusieurs explications à cette crise économique. D'un point de vue extérieur, tout d'abord, avec le coup d'État au Niger, pays voisin, qui a entraîné la fermeture de la frontière. C'était pourtant l'un des principaux partenaires commerciaux du Nigeria. Il y a également des raisons internes. Cette inflation est aussi liée aux réformes introduites par le président Bola Tinubu, entré en fonction l'an dernier. Il a notamment supprimé les subventions sur les carburants, ce qui a logiquement entraîné une hausse des prix pour les Nigériens.

Pour soutenir les plus démunis, le Sénat propose au gouvernement de mettre en place, provisoirement, un nouveau dispositif : des bons alimentaires.

Cette mesure serait mise en place de façon provisoire pour tenter de faire reculer l'insécurité alimentaire qui grandit dans



Le Sénat tente de trouver des réponses à une inflation record. (Ph: DR)

le pays. Selon les projections des autorités, elle devrait concerner plus de 26 millions d'habitants, soit plus d'un Nigérien sur dix. Ce bon alimentaire doit per-

mettre aux personnes au faible revenu ou sans revenu d'acheter de la nourriture malgré la hausse des prix. D'après le sénateur Ali Ndumé, qui a présenté

cette motion au Sénat, c'est un dispositif plus efficace qu'une aide financière.

A.D.

## L'achat d'un nouvel avion présidentiel crée l'indignation

*Le Nigeria est confronté à une vague d'indignation suite à l'achat controversé d'un nouvel avion présidentiel pour Bola Tinubu en pleine crise économique.*



Les Nigériens dénoncent une dépense extravagante du président Bola Tinubu. (Ph: DR)

En pleine crise économique sans précédent, le Nigeria est secoué par une nouvelle polémique. L'acquisition d'un

nouvel avion présidentiel, d'une valeur estimée à 100 millions de dollars, a suscité une vive indignation au sein de la population

nigérienne. Alors que des millions de citoyens luttent pour joindre les deux bouts, cette dépense somptuaire du gouvernement

dirigé par Bola Tinubu est perçue comme un acte insensé et irresponsable.

La polémique ne s'est pas limitée à la sphère publique. Des figures politiques de premier plan, comme l'ancien ministre de l'Éducation Oby Ezekwesili, ont également dénoncé cet achat. Ezekwesili a qualifié le nouvel avion de « symbole de l'imprudence fiscale et de la malhonnêteté » du gouvernement. En réponse, le porte-parole de la présidence a tenté de justifier cette acquisition, affirmant qu'elle avait été faite sur recommandation du comité de sécurité du Sénat et qu'elle représentait une « bonne affaire », ayant été achetée bien en dessous du prix du marché.

A.D.



## POLITIQUE » Côte d'Ivoire

# Jean-Louis Billon, l'homme qui empêche de tourner en rond

L'opposant ivoirien Jean-Louis Billon a annoncé le vendredi 25 octobre 2024 sa candidature à la convention de son parti le PDCI-RDA, en vue de la présidentielle d'octobre 2025. Une déclaration qui intervient alors que le président de son parti Tidjane Thiam est sur le terrain, pour encourager les électeurs à s'inscrire sur les listes électorales. Une déclaration qui divise les partisans du plus vieux parti ivoirien.

Le député PDCI de Dabakala est décidé. Il sera candidat à la présidentielle de 2025 de gré ou de force. Via une interview accordée au journal pro-gouvernemental ivoirien, *Fraternité Martin*, Jean-Louis Billon s'est montré très critique sur la marche de son parti. « Les cadres expérimentés ne sont pas mis en avant », déplore l'homme d'affaires avant de dénoncer : « Cela fait dix mois que nous avons un nouveau président et nous n'avons pas encore eu le moindre bureau politique », qui regrette également qu'aucune date n'ait été donnée pour la tenue du 13<sup>ème</sup> Congrès ordinaire du parti.

Homme d'affaires influent, Jean-Louis Billon incarne une autre génération de dirigeants au sein du PDCI. Son parcours, combiné à sa vision critique de la direction actuelle du parti, suscite l'intérêt des militants en quête de renouveau.

Il était déjà absent lors de la passation des charges en début d'année. Il était également absent lors de la présentation du nouvel organigramme du PDCI. Jean-Louis Billon a refusé sa nomination comme secrétaire exécutif et choisi de rester délégué départemental, se mettant à l'écart du mouvement général porté par Tidjane Thiam. En interne, sa démarche suscite une certaine indifférence : « Jean-Louis Billon n'a qu'à participer aux activités du parti : il ne vient



La déclaration de candidature de Jean-Louis à la présidentielle de 2025 aggrave les tensions au sein du PDCI-RDA. (Ph : DR)

pas aux réunions des délégués du PDCI », relève un cadre du parti. « Jean-Louis Billon est un épiphénomène pour nous : notre priorité est la mobilisation des jeunes sur les listes électorales, pour élargir la base électorale », soutient Soumaïla Bredoumy, le porte-parole du parti.

Aucune date n'a pour l'instant été fixée, mais « la convention sera ouverte à tous », assure ce responsable. Mais le ton semble déjà donné: le 22 Décembre 2023, en élisant Tidjane Thiam à une majorité absolue, le Congrès avait également adopté une «

résolution » le désignant comme étant « le candidat du PDCI-RDA à la convention d'investiture » pour la présidentielle de 2025.

Une chose est sûre, en annonçant sa candidature aux prochaines élections présidentielles de 2025, Jean-Louis Billon, ancien ministre du Commerce, défie Tidjane Thiam.

Et le parcours de cet homme de 59 ans, qui dirige le groupe agro-industriel Sifca, en fait un candidat atypique, prêt à bousculer les équilibres internes du PDCI-RDA.

L'idée d'une candidature en de-

hors du PDCI reste pour Jean-Louis Billon un pari risqué. En 2010, le parti avait déjà fait face à des dissidences internes, marquées par l'émergence de candidatures parallèles qui ont fracturé les soutiens et affaibli la cohésion du PDCI. Billon pourrait-il être tenté de suivre un parcours similaire si les primaires ne tournent pas en sa faveur ? Certains cadres du parti, tels que Soumaïla Bredoumy, considèrent cette possibilité comme marginale et affirment que la priorité reste la mobilisation des jeunes.

L.T.



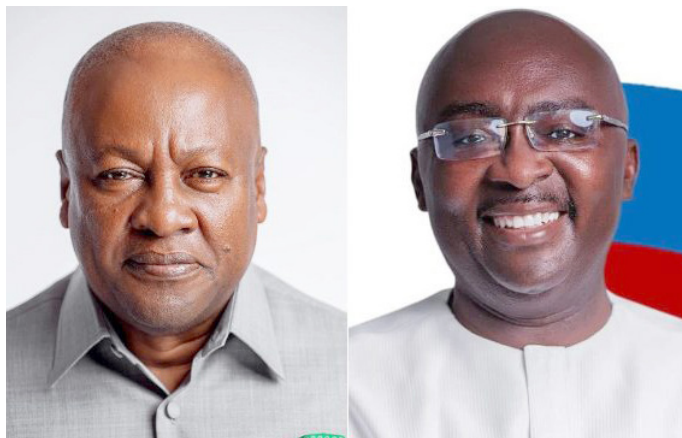
## Ghana « POLITIQUE

# 13 candidats pour succéder à Nana Akufo-Addo

Au Ghana, on connaît enfin la liste officielle des candidats à l'élection présidentielle de 7 décembre 2024. Au total, ils seront treize – onze hommes, deux femmes – à concourir pour l'investiture suprême. Un nombre réduit par rapport aux 24 candidatures initialement déposées. Parmi eux, deux principaux candidats se dégagent.

**T**out est prêt pour les élections cruciales du 7 décembre 2024 au Ghana après que le New Patriotic Party (NPP), le parti au pouvoir, a désigné un colistier pour accompagner le vice-président et candidat du parti, Dr Mahamudu Bawumia. Les deux principaux partis ont fini de choisir leur candidat à la présidence et leur colistier, qui se mettent en route pour commencer leur campagne. Le docteur Mahamudu Bawumia et l'ex-président John Mahama sortent du lot et apparaissent comme les principaux favoris. Mais des noms comme Osei Kyei-Mensah Bonsu (ancien chef de la majorité au parlement), Dr Yaw Osei Aduwum (actuel ministre de l'éducation), Frema Osei Opere (chef de cabinet), Apostle Opoku Onyinah (ancien président de l'église de Pentecôte), Bryan Acheampong (ministre de l'agriculture), Naa Toshie Addo (administrateur du fonds commun de l'assemblée de district) ont été annoncés, parmi d'autres.

Dr Mahamudu Bawumia, le favori, un médecin de 56 ans qui a dirigé le ministère de l'éducation entre 2017 et 2021, avant d'être réaffecté au ministère de l'énergie en 2022 par le président jusqu'à ce qu'il soit choisi comme colistier. Selon les observateurs politiques, sa sélection vise à consolider la base du NPP dans son fief et à recueillir suffisamment de voix pour compléter celles de la ré-



Une concurrence féroce est attendue entre John Mahama et le Dr Bawumia pour les votes du Nord. (Ph: DR)

gion du nord, d'où est originaire le Dr Bawumia. Mais il s'agit d'un personnage controversé. Il est connu pour ses prises de bec publiques avec des journalistes et d'autres personnalités politiques depuis son passage au ministère de l'éducation et au ministère de l'énergie, qu'il dirige actuellement. Le parti d'opposition l'a qualifié d'arrogant, ce que son parti a réfuté, le décrivant plutôt comme «assertif et confiant».

Avant d'entrer en politique, NAPO a travaillé comme officier supérieur pour le service national de santé au Royaume-Uni, après avoir été président exécutif d'une société privée - Keyedmap services limited. Il représente les habitants de Manhyia, dans la région d'Ashanti, en tant que député depuis 2009. Le docteur Bawumia a déclaré qu'il se ferait le champion de la numérisation de l'économie et qu'il

réduirait les impôts.

En face, le candidat à la présidence du NDC, John Mahama, est devenu président du Ghana lorsque le président de l'époque, John Evans Atta Mills, est décédé en 2012. Avant cela, il a été vice-président de 2009 jusqu'à la mort de son patron, le président en exercice, ce qui lui a permis de servir le reste du mandat non expiré de la présidence d'Atta Mills.

John Mahama est un ennemi familial, ayant remporté les élections de 2016 pour servir son propre mandat en tant que porte-drapeau élu du parti, avant de perdre un scrutin tumultueux en 2020 face à l'actuel président Nana Akufo-Addo. L'ancien président, avant même de devenir vice-président, a servi tout au long de la chaîne de gouvernance, de représentant de l'assemblée à membre du

parlement, et devrait se livrer à une concurrence féroce avec le Dr Bawumia pour les votes du Nord. La présidence de John Mahama a été caractérisée par la pire crise de l'électricité, surnommée «dumsor» en 2016, une situation qu'il aurait résolue avant de quitter le pouvoir cette année-là. Pour cette élection, l'ancien président et candidat du NDC a promis de mettre en place une économie fonctionnant 24 heures sur 24 qui, selon lui, permettrait de lutter contre le chômage et d'augmenter la productivité. Il a également promis de diriger un gouvernement allégé. Autre candidature notable : l'ancien ministre de l'Industrie et candidat déçu aux dernières primaires du NPP, Alan Kyerematen. Il est l'une des quatre figures qui se présenteront le 7 décembre 2024 sous bannière indépendante.

C'est également le cas de Nana Kwame Bediako, dit Cheddar. À 43 ans, ce riche industriel a notamment fait sensation sur les réseaux sociaux fin 2023 en menant une campagne masquée, avant de révéler son identité en début d'année.

La commission électorale a expliqué de son côté avoir dû disqualifier onze autres candidatures pour cause d'erreurs dans les formulaires. Une décision que certains des candidats écartés ont décidé prochainement d'attaquer en justice.

Lamine Thiam



## POLITIQUE » Sénégal

# Les élections législatives sous haute tension

*Les candidats de 41 listes de coalitions et partis politiques ont encore quelques jours pour convaincre les électeurs : 165 sièges au Parlement sont en jeu pour des législatives anticipées, cruciales pour le parti au pouvoir, le Pastef, mais aussi pour l'opposition regroupée en trois grandes coalitions.*



*Le Premier ministre et président du Pastef, Ousmane Sonko, à la Dakar Arena à Diamniadio, lors du premier grand meeting de son parti dans la campagne pour les législatives anticipées du 17 novembre. (Ph : DR)*

**L**e Sénégal retient son souffle. Le principal enjeu des prochaines élections législatives pour le parti au pouvoir (Pastef), qui se tiennent le 17 novembre prochain, est de décrocher une majorité au Parlement, voire une majorité de 3/5e des sièges pour appliquer son programme.

Après sa victoire haut la main à la présidentielle avec 54% des voix, il va falloir voir si le parti au pouvoir confirme l'essai, comme l'explique le professeur de sociologie politique, Alassane Ndao. « Est-ce que six mois après, le Pastef va être aussi fort ou plus fort, ou est-ce que le Pastef va connaître

une érosion de ses soutiens au vu du contexte économique difficile ? C'est ça qui constitue véritablement l'enjeu : consolider la victoire de 2024 », rapporte-t-il.

Face au Pastef, figurent 40 listes mais surtout trois grandes coalitions d'opposition : Takku Wallu, menée par l'ancien président Macky Sall, Jamm ak jarim avec l'ancien Premier ministre Amadou Ba en tête de liste, et Sam Sakadu, la coalition du maire de Dakar, Barthélemy Diaz.

Ces coalitions ont des listes nationales distinctes mais elles ont scellé des alliances dans plusieurs départements, dont celui de Dakar, pour tenter de maximiser

le nombre de sièges et espérer imposer une cohabitation au parti au pouvoir.

Leur principal argument de campagne : dire que le Pastef est trop lent pour dérouler les réformes promises. Alors qu'une certaine impatience se fait sentir dans la population et chez les acteurs économiques, dans un contexte économique morose.

L'opposition joue aussi sa survie politique avec ces législatives car elle est divisée, à l'image du parti de l'ex-président Macky Sall, qui s'est scindé en au moins deux branches avec la coalition menée par l'ex-Premier ministre Amadou Ba, arrivé deuxième à

la présidentielle. Son score sera donc scruté de près.

Mais plus largement, c'est une reconfiguration complète de l'échiquier politique qui est en cours au Sénégal, avec des personnalités historiques comme Khalifa Sall ou Idrissa Seck qui ont fait des scores bas à la dernière présidentielle.

Outre les meetings et rencontres, les différents candidats sont soumis au temps d'antenne à la télévision nationale sénégalaise. Trois minutes pour chacun par jour pour convaincre les électeurs dans des clips de campagne.

L.T.





## Guinée « POLITIQUE

# Mamadi Doumbouya dissout la moitié des partis politiques

*En Guinée, les militaires au pouvoir ont dissous ou suspendu une centaine de partis politiques et mis sous observation les principales formations en activité du pays. Elles ont trois mois pour se mettre en règle au risque d'être définitivement dissoutes. Cette décision fait suite à une évaluation du gouvernement qui se justifie par la nécessité "d'assainir" le secteur.*

**L**a scène politique se réduit de moitié en Guinée Conakry : après une campagne de recensement et d'évaluation des partis politiques du pays, le gouvernement a annoncé, le mardi 29 octobre 2024, la dissolution ou la suspension de 50 % d'entre eux.

C'est dans un long rapport de 180 pages que le ministère de l'Administration du territoire de Guinée a présenté le bilan de la campagne d'évaluation des partis lancée en juin dernier. Une évaluation que le ministre Ibrahim Khalila Condé justifie comme un assainissement de l'espace politique guinéen.

Sur 174 formations évaluées, aucune n'est totalement en règle. Une cinquantaine ont été tout simplement dissoutes, une autre cinquantaine ont été suspendues à cause d'un agrément non valide, d'une absence de compte bancaire ou encore d'une direction trop opaque. Il leur reste trois mois pour se mettre en règle.

Camara Touré Djénabou, coordinatrice de la réforme et la modernisation de l'état civil et de l'identification au ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation Mouctar Bah précise : « Le résultat final, c'est que pour 53 partis politiques, ce sont des agréments illisibles, ou des agréments qui ont des signatures falsifiées de ministres de la République, vous



*Le général d'armée Mamadi Doumbouya donne trois mois à une cinquantaine de partis politiques pour se mettre en règle... ou disparaître. (Ph : DR)*

allez avoir également des partis politiques qui ont été créés depuis 1991 ou 1992, qui n'ont jamais eu de compte bancaire. D'autres qui sont mis sous observation, cela veut dire que sur les critères d'établissement qu'on a établi, vous avez certains qui ont au moins 70 % des points. On les met en observation pour que les 30 points à compléter, ils puissent les compléter dans les trois mois à venir».

Cet ultimatum de trois mois

concerne de nombreux partis, dont les principales formations de Guinée, notamment le RPG, l'UFDG et l'UFR, pour ne pas avoir tenu de congrès ou pour une absence de preuve de paiement des cotisations, entre autres. Elles peuvent poursuivre leurs activités mais doivent impérativement régulariser leur situation dans les trois mois.

Les partis du président déchu Alpha Condé et des opposants Cellou Alain Diallo et Sidya Touré

sont donc sous la menace d'une suspension, alors que les trois leaders sont toujours en exil.

La mesure est qualifiée par les opposants au CNRD de subterfuge pour exclure des leaders charismatiques du jeu politique, alors qu'une candidature du président de transition, Mamadi Doumbouya, semble de plus en plus probable.

Lamine Thiam



## POLITIQUE » Cameroun

# Paul Biya, un retour qui interroge

Yaoundé, la capitale du Cameroun, s'est préparée le lundi 21 octobre à accueillir Paul Biya. Le chef de l'État, bientôt 92 ans et à la tête du Cameroun depuis 42 ans, était hors du pays depuis sept semaines, et son état de santé a suscité inquiétudes, fausses nouvelles et communication disparate de la part des autorités.

**L**e chef est de retour au Cameroun ! Il est arrivé à l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen en fin d'après-midi, 18h38, selon des images diffusées par la télévision d'État CCR-TV. Après l'atterrissage de l'avion présidentiel, Paul Biya a été filmé, avec sa femme, saluant les dignitaires venus l'accueillir, alors qu'une foule en liesse l'attendait devant le bâtiment. Sur les images, on a pu voir le chef de l'État, costume bleu nuit et cravate noire, en train de discuter avec le secrétaire général de la présidence, le ministre d'État Ferdinand Ngoh Ngoh. L'échange a duré quelques minutes avant que le président Biya ne s'engouffre dans la limousine qui l'a conduit au palais présidentiel, sans faire de déclaration ni à la foule, ni à la télévision.

Le long des 25 km qui séparent l'aéroport du palais présidentiel et des principaux carrefours de la capitale pavés d'affiches lui souhaitant un « Bon retour » en français et en anglais, une foule de curieux s'était massée, désireuse d'apercevoir celui dont la longue absence de ces dernières semaines a fait naître de nombreuses rumeurs alarmistes.

Le 2 septembre, le président quittait le Cameroun avec son épouse Chantal, direction la Chine et le quatrième sommet du Forum sur la Coopération sino-africaine. Les photos et comptes-rendus de rencontres avec des chefs d'entreprises, diffusés le 7 septembre, étaient les dernières publications sous l'onglet « informations récentes



Après une absence record de quarante-neuf jours, et après plusieurs annulations, Paul Biya est rentré à Yaoundé le 21 octobre 2024. (Ph: DR)

» du site de la présidence camerounaise.

Les absences de Paul Biya à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies fin septembre et au sommet de la Francophonie début octobre ont alimenté les interrogations sur sa forme physique. Aucune explication officielle n'a été donnée dans un premier temps, son équipe évoquant des « arbitrages dans l'agenda présidentiel ».

Mais le 8 octobre, une télévision basée aux États-Unis et pro-indépendantistes anglophones

annonçait la mort de Paul Biya. Dans la foulée, à Yaoundé, deux ministres fustigeaient « une allégation dénuée de tout fondement » et « ceux qui tentent de tromper l'opinion ». Le gouvernement, enfin, indiquait que « le chef de l'État s'est accordé un bref séjour privé en Europe », tandis que le cabinet civil de la présidence parlait de « l'excellent état de santé du chef de l'État », le situant à Genève en Suisse.

Le lendemain, sous le tampon « Très urgent », le ministre de

l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, demandait à chaque gouverneur des dix régions du Cameroun de créer des cellules pour surveiller les médias et défend tout débat sur la santé du président. Le Collectif des anciens des séminaires catholiques annonçait ensuite une messe d'action de grâce pour le chef de l'État et la paix. Initiatives interprétées par certains comme autant de signes de fébrilité.

L.T



## Gabon « POLITIQUE

# La nouvelle constitution soumise à référendum le 16 novembre

La mouture définitive du projet de nouvelle Constitution a été rendu public, le lundi 21 octobre, au Gabon. Dans cette version révisée du texte qui avait été remis à la fin août au président de la transition, les 173 articles proposent de doter le pays d'un régime présidentiel où la limite des mandats est renforcée et les conditions d'éligibilité sont légèrement assouplies. Dans une lettre jointe au projet, le Premier ministre exhorte désormais les Gabonais à en discuter et à se l'approprier en vue du référendum du 16 novembre.

**T**out nouveau dans la version finale du projet de nouvelle Constitution examinée en conseil des ministres et présentée le lundi 21 octobre au Gabon, cet article renforce la demande fondamentale des acteurs politiques gabonais, à savoir : limiter le nombre de mandats du futur chef de l'Etat et faire en sorte que cette règle devienne intangible - ce que prévoit l'article 169 qui stipule, lui, qu'elle ne peut faire l'objet d'aucune révision.

Les critères d'éligibilité, qui figureraient aussi parmi les sujets à débat, sont eux légèrement édulcorés. Désormais, un seul parent gabonais - lui-même né gabonais - est nécessaire à tout candidat à la présidence, contre les deux parents dans la version précédente. Il en est de même pour son époux, qui ne doit plus lui aussi avoir qu'un seul parent né gabonais. Mais une limite est toutefois ajoutée à cet article 43, dans une référence évidente à l'histoire du pays : « Le conjoint et les descendants d'un président de la République ne peuvent se porter candidats à sa succession ». En clair : si cette disposition avait été en vigueur en 2009, Ali Bongo n'aurait pas pu succéder à son père Omar Bongo Ondimba. Dans ce régime présidentiel,



Une affiche de promotion pour le référendum constitutionnel qui aura lieu le 16 novembre au Gabon. (Ph: DR)

le chef de l'Etat est assisté de deux vice-présidents, détient le pouvoir exécutif et peut dissoudre l'Assemblée. Les parlementaires, quant à eux, n'ont qu'un moyen de rétorsion : ils peuvent mettre le président en accusation devant la Haute Cour de Justice pour violation de son serment ou pour haute trahison,

une notion qui n'est plus définie, ce qui permet, en théorie, d'en élargir les conditions d'utilisation.

Parmi les autres points notables figurent le français retenu comme langue de travail, la fête nationale du 17-Août complétée par une « fête de la Libération » célébrée le 30 août en mé-

moire du coup d'Etat qui a mis fin au régime des Bongo père et fils, et le mariage défini comme une union entre deux personnes de sexe opposé - définition qui ne peut, elle aussi, faire l'objet d'aucune révision.

Marie-Inès Bibang



## POLITIQUE » RD Congo

# Pourquoi Félix Tshisekedi veut changer la constitution

Félix Tshisekedi a séjourné le 23 octobre 2024 dans le Nord-Est du pays, à Kisangani. Là-bas, le chef de l'État congolais s'est adressé à la population dans un meeting à la grande place de la Poste. Dans son discours, Félix Tshisekedi a abordé les questions sociales et sécuritaires. Mais c'est surtout le débat de la révision de la Constitution soulevée récemment par son parti politique l'UDPS qui a le plus marqué son discours.

Officiellement pour Félix Tshisekedi, la Constitution actuelle a été mal rédigée. Selon le président de la République démocratique du Congo et certains membres de son parti l'UDPS, plusieurs articles de la loi fondamentale de 2006 méritent modification, même les articles limitant les mandats du chef de l'État. Conformément à la Constitution en vigueur, Félix Tshisekedi a été réélu pour un second et dernier mandat en décembre 2023.

« Pour changer le nombre de mandat présidentiel, il faut que vous, le peuple, vous puissiez le décider ; ce n'est pas la tâche du président. L'actuelle Constitution n'est pas bonne, elle a été d'ailleurs rédigée dans un pays étranger », a-t-il clamé. Il a également évoqué d'autres points, comme la lourdeur de la mise en place des institutions ou l'élection des gouverneurs de province. Devant la foule à Kisangani, le président congolais a annoncé la mise en place d'un processus de rédaction d'une nouvelle Constitution en 2025 avec l'élaboration d'une commission pour la révision de l'actuelle loi fondamentale.

« Je vais désigner dès l'année prochaine une commission constituée des personnes de différentes couches de la société pour qu'il nous rédige une nouvelle Constitution adaptée aux



L'opposition congolaise est mobilisée contre la révision constitutionnelle annoncée par Félix Tshisekedi. (Ph: DR)

réalités de la RDC et qui ne va plus handicaper le fonctionnement du pays », a-t-il lancé.

Le chef de l'État congolais a par ailleurs mis en garde les opposants qui voudront profiter de cette annonce pour déstabiliser le pays.

Selon Augustin Kabuya, la Constitution de 2006, adoptée alors que l'UDPS avait boycotté le référendum, est désormais dépassée sur plusieurs points. Elle ne répondrait plus aux aspirations du peuple congolais ni aux enjeux de souveraineté auxquels le pays fait face au

jour d'hui. Il va même jusqu'à présenter cette initiative comme une « promesse électorale » de l'UDPS. Il rappelle aussi que cette révision avait été recommandée par le leader historique du parti, Étienne Tshisekedi, et il considère ce projet comme un véritable testament politique. Dans cette perspective, le secrétaire général de l'UDPS prévoit de parcourir le pays, rencontrer les militants, et assurer ce qu'il appelle « un devoir de mémoire » envers l'ancien leader. Sans surprise, la démarche d'une révision constitutionnelle suscite

toujours de vives critiques de la part de l'opposition congolaise. Elle permettrait au président Kabila de briguer un nouveau mandat... Le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie, le PPRD, de l'ex-président Joseph Kabila, se veut catégorique. Pas question de réviser la Constitution, indique Ferdinand Kambere, secrétaire permanent adjoint du PPRD. « C'est inacceptable. Ils sont dans les manœuvres. Ils laissent l'impunité partout. Il y a de l'insécurité partout. Le pays nous ne l'avons plus dans les onze frontières et on veut nous parler du changement de la Constitution. C'est inacceptable et ça ne passera pas. L'idée de vouloir changer la Constitution pour qu'il y ait un président qui ait un mandat de plus de cinq ans, l'article 220 n'accepte pas cela. »

L'opposant Moïse Katumbi dénonce pour sa part une tentative de détourner l'attention des véritables priorités.

Pour leur part, les Congolais restent divisés sur la question entre ceux qui estiment qu'il n'y a rien à reprocher à l'actuelle Constitution et ceux qui disent qu'il faut plutôt l'adapter aux réalités actuelles du pays.

Un changement de Constitution doit être approuvé par référendum ou par le vote favorable des 3/5e du Parlement.

A.D.



## Visite de Macron au Maroc « POLITIQUE

# L'heure de la réconciliation a sonné pour le **roi Mohamed VI et Macron**

Emmanuel Macron a entamé le lundi 28 octobre 2024 à Rabat une visite d'État de trois jours au Maroc. Le président français était accompagné de son épouse et d'une importante délégation économique, culturelle, sportive, mais aussi de plusieurs membres du gouvernement. Après des années de brouille entre les deux pays, ce déplacement, plusieurs fois évoqué et reporté depuis la réélection d'Emmanuel Macron, vise à sceller la réconciliation et à préparer l'avenir.

**L**e président français, Brigitte Macron, ainsi que neuf ministres se sont rendus le lundi 28 octobre 2024 à Rabat, au Maroc, pour une visite d'État.

Le roi Mohammed VI était à l'aéroport pour accueillir en personne son illustre hôte. 21 coups de canons ont été tirés et les deux chefs d'État se sont rendu ensuite en voiture d'apparat au Palais royal pour avoir un premier entretien en tête-à-tête. Cette visite d'État devait d'abord montrer que la relation entre le roi et le président est à nouveau cordiale et confiante après des épisodes qui l'avaient mise à mal, notamment en 2021 les soupçons d'Emmanuel Macron sur l'implication des services marocains concernant la mise sur écoute de son téléphone dans l'affaire Pegasus. Mais aussi la décision de Paris de réduire les visas octroyés au Maroc pour faire pression afin que Rabat accepte le retour de ses ressortissants expulsés de France, ou encore la politique de rapprochement avec l'Algérie.

En raison des critiques du Parlement européen sur la liberté d'expression au Maroc, le pays a laissé le poste d'ambassadeur en France vacant entre janvier et octobre 2023. Les relations ne se sont pas arrangées, le 9 septembre 2023, lorsque Emmanuel Macron s'est adressé dans une vidéo « directement aux



Emmanuel Macron s'est rendu au Maroc le 28 octobre 2024 et a été accueilli par le roi Mohamed VI. (Ph: DR)

Marocains et aux Marocaines », cela a été perçu comme une entorse aux usages protocolaires.

### DES CONTRATS ET UN DIALOGUE SUR L'IMMIGRATION

Des différends peu à peu résolus grâce à plusieurs visites ministérielles, un déjeuner en février à Paris entre Brigitte Macron et les trois sœurs de Mohammed VI mais surtout une lettre du président français adressée au roi fin juillet dans laquelle il prenait position sur le sujet hautement sensible du Sahara occidental dont l'avenir s'inscrit « dans le cadre de la souveraineté marocaine ».

Rabat espère désormais que

ce réalignement de la position française va se traduire par des investissements sonnants et trébuchants dans ce territoire aux énormes ressources halieutiques, solaires, éoliennes ainsi qu'en phosphates.

La visite du président français s'est traduite par une pluie de contrats, même si les deux parties sont restées très discrètes jusqu'à la dernière minute sur les négociations en cours.

Airbus Hélicoptères devrait ainsi vendre 12 à 18 Caracal aux Forces armées marocaines, selon des sources concordantes. La France espère aussi rester le prestataire privilégié du Maroc pour l'extension de la ligne de train à grande vitesse entre

Tanger et Agadir, après l'inauguration en grande pompe du premier tronçon par Mohammed VI et Emmanuel Macron en 2018. Sur le volet immigration, le nouveau ministre français de l'Intérieur, très offensif, veut contraindre le Maroc à reprendre ses ressortissants arrêtés en situation irrégulière. Mais après la crise des visas de 2021-2022, le gouvernement français promet d'avancer dans un esprit de dialogue. « Il faut tirer les leçons des erreurs du passé » et aborder la question « dans le cadre d'un partenariat global », a insisté le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot.

Lamine Thiam

## POLITIQUE » USA (Elections Présidentielles)



# Kamala Harris, les raisons d'un échec

La vice-présidente démocrate Kamala Harris a pris la parole le mercredi 6 novembre 2024 au lendemain de sa défaite à l'élection présidentielle, reconnaissant l'issue du scrutin. Les électeurs démocrates peinent à cacher leur déception face au résultat. Comment expliquer son échec ? Éléments de réponse.

**K**amala Harris ne sera pas la première femme noire à occuper la Maison blanche. Elle a été battue dans la course à la présidence américaine par Donald Trump. « Le résultat de cette élection n'est pas ce que nous voulions, pas ce pour quoi nous nous sommes battus, pas ce pour quoi nous avons voté », a-t-elle déclaré lors de son discours du 6 novembre 2024, affirmant que la « lumière de la promesse de l'Amérique brillera toujours [...] tant que nous n'abandonnons pas et que nous continuons à nous battre. »

Devant des milliers de partisans rassemblés devant l'emblématique université Howard, qui accueille traditionnellement des étudiants afro-américains, la vice-présidente sortante a promis de continuer à se battre pour les droits des femmes, contre la violence par armes à feu et « pour la dignité que toute personne mérite. »

Elle a fait savoir qu'elle avait appelé Donald Trump pour le féliciter pour sa victoire électorale, ajoutant s'être engagée auprès de son rival républicain à une passation pacifique du pouvoir. « Nous aiderons [Donald Trump] et son équipe dans la transition et nous nous engagerons dans un transfert pacifique du pouvoir », a déclaré la candidate démocrate.

Kamala Harris a donc concédé sa défaite électorale face à Donald Trump. Elle s'est tout de même engagée à une transition pacifique avec son rival républicain tout en promettant de continuer à lutter pour la démocratie.



*Kamala Harris : « lumière de la promesse de l'Amérique brillera toujours [...] tant que nous n'abandonnons pas et que nous continuons à nous battre ». (Ph: DR)*

Admettant que l'issue du scrutin n'est « pas celle espérée », en épilogue d'une courte campagne électorale après la mise en retrait du président sortant Joe Biden fin juillet, Kamala Harris a exprimé son intention de ne « pas abandonner » le combat qui a animé sa campagne.

Joe Biden s'est-il retiré trop tard ? Kamala Harris était-elle la bonne candidate ? Son programme était-il assez clair ? Ce sont cer-

durée de seulement trois mois font aussi partie des principales raisons de sa défaite.

Lady Gaga, Barack Obama, Beyoncé, Jennifer Lopez. Les stars ont pourtant été au rendez-vous de la campagne de Kamala Harris. En dépit de ces soutiens de poids, la candidate démocrate n'a pas su fédérer les Américains, ni répondre à leurs principales préoccupations, à commencer par l'immigration clandestine. «Le problème des Démocrates est que pendant des années ils étaient au pouvoir et n'ont rien fait contre l'immigration», estime Michael O'Neil, analyste politique et sondeur.

Enfin, les femmes n'ont pas sauvé Kamala Harris... Leur soutien si nécessaire, n'a pas été suffisant : la candidate malheureuse n'a pas réussi à mobiliser les femmes autant qu'elle l'espérait, malgré une campagne qui a beaucoup misé sur le droit à l'avortement, face à un opposant à la rhétorique masculiniste.

Donald Trump a donc été élu 47e président des États-Unis, remportant le vote populaire et des victoires dans les États clés (Nevada, Arizona, Pennsylvanie). Alors que le Sénat a basculé du côté républicain, il pourrait avoir un contrôle total du Congrès américain si la victoire se confirme à la Chambre des représentants.

Comme le veut la tradition, Donald Trump sera officiellement investi le 20 janvier 2025, le jour de l'inauguration day. Le mandat du nouveau président débutera à midi, heure de Washington.

**Alain Dossou**



## Assemblée Nationale française « SOCIÉTÉ »

# Nadège Abomangoli, première femme noire à présider au Palais Bourbon

La députée La France Insoumise (LFI) Nadège Abomangoli (49 ans) est devenue, le lundi 21 octobre 2024 au soir, la première femme noire à présider une séance à l'Assemblée nationale.



La députée française d'origine congolaise (Brazzaville) est à la première femme noire qui préside à l'Assemblée nationale française. (Ph: DR)

**N**adège Abomangoli, l'élue de Seine-Saint-Denis (LFI) est devenue le lundi 21 octobre 2024 la première femme noire en France à présider une séance à l'Assemblée nationale. Elle a présidé la séance en tant que vice-président de l'Assemblée et elle est devenue par la même occasion, la première des femmes noires à tenir le perchoir à l'Assemblée nationale. Alors qu'il prenait la parole pour cette séance tournée sur l'examen du projet de loi de finances 2025, le président de la commission des finances, Eric Coquerel n'a pas manqué de le souligner, se

disant « très heureux de parler sous [ses] auspices ».

En juillet, l'élue est devenue la première femme noire à accéder au poste de vice-présidente de l'Assemblée. Et comme l'ont souligné de nombreux Insoumis sur le réseau social X, la native du Congo Brazzaville est la première femme noire à avoir accédé à cette responsabilité.

Élue en Seine-Saint-Denis, Nadège Abomangoli a été saluée par de nombreuses femmes et notamment par des Insoumises, puisqu'elle fait partie de La France Insoumise. « Fierté immense, Insoumises au combat », a écrit sur X Clémence Guetté,

également vice-présidente de l'Assemblée. « Immense fierté, après @Clemence\_Guette 1ère Vice-Présidente de l'Assemblée, de voir Nadège @abomangoli présider l'assemblée. La première femme noire au Perchoir de l'Histoire est insoumise et fière de l'être. Comme nous le sommes de la compter dans nos rangs », a ajouté Mathilde Panot, sur le réseau X.

Les députés ont entamé ce jour-là, l'examen de la partie « recettes » du budget de l'État pour 2025, qui prévoit 60 milliards d'économies, avec pour horizon une adoption sans vote via l'article 49.3 de la Constitution,

faute de majorité pour le gouvernement à l'Assemblée. Le démarrage de ces discussions budgétaires lance pour de bon les semaines les plus importantes du jeune gouvernement du Premier ministre Michel Barnier, soutenu par une fragile majorité Les Républicains-macronie et toujours sous la menace d'une censure du Rassemblement national.

À peine 48 heures après son rejet en commission des Finances, le texte revient dans sa version initiale en séance publique, comme d'habitude pour les textes budgétaires.

Marie-Inès Bibang



## SOCIÉTÉ » Titres de séjour

# La loi Darmanin arrive en force

Le gouvernement français souhaite accélérer la mise en œuvre de la loi Darmanin, adoptée fin 2023. Pour l'heure, elle doit être appliquée dès le 1er janvier 2026.



Othman Nasrou entend avancer des propositions sur le sujet dans le prochain projet de loi sur l'immigration annoncé pour début 2025. (Ph : DR)

La récréation est terminée pour les immigrés en France. Le gouvernement souhaite que le conditionnement de l'obtention des titres de séjour à une plus grande maîtrise du français entre en vigueur dès juillet 2025, a déclaré le 22 octobre 2024 le secrétaire d'État chargé de la citoyenneté Othman Nasrou. Le gouvernement français entend « accélérer la mise en œuvre » de

la loi Darmanin adoptée fin 2023, a déclaré Othman Nasrou.

Un volet de ce texte conditionne l'octroi d'un titre de séjour à un examen de niveau de français à compter du 1er janvier 2026. « Je vais demander aux préfets que nous soyons opérationnels dès le 1er juillet 2025 à titre expérimental », a également affirmé Othman Nasrou dans une interview au Parisien. Il a estimé sur que « le moteur de l'intégration »

s'était « cassé ». « Nous devons le relancer, et nous allons pour cela être plus exigeants en matière d'intégration », a-t-il ajouté. « À titre personnel », le secrétaire d'État a indiqué son souhait d'aller « plus loin à terme encore en renforçant ces exigences d'intégration ».

Notamment sur la maîtrise du français et la durée du parcours d'intégration qui est aujourd'hui d'un an. Pour ce dernier, « on

peut voir si on peut l'allonger pour nous assurer de la bonne intégration du primo arrivant avant de lui délivrer un titre de séjour sur plusieurs années », a-t-il estimé. Othman Nasrou entend avancer des propositions sur le sujet dans le prochain projet de loi sur l'immigration annoncé pour début 2025.

M.I.B





## Immigration « SOCIÉTÉ

# Les Pays-Bas veulent envoyer les migrants en Ouganda

Face à une immigration massive, les demandeurs d'asile néerlandais pourraient bientôt se retrouver en Ouganda, à plus de 9.000 km des Pays-Bas. La ministre néerlandaise de l'aide au développement, Reinette Klever, s'est rendue sur place pour une visite de prospection et a salué le dispositif mis en place : « les gens qui arrivent ici passent d'abord un examen médical et reçoivent un lopin de terre ».

**C**réer un « hot spot » en Ouganda pour accueillir les demandeurs d'asile africains déboutés aux Pays-Bas, c'est le projet qu'envisage le gouvernement néerlandais. En visite le 16 octobre dans le pays, la ministre néerlandaise du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, Reinette Klever, qui appartient à la formation d'extrême droite, a fait part de sa volonté de « freiner l'immigration » en misant sur l'Ouganda comme un lieu de renvoi. Si certains membres du gouvernement ougandais se disent ouverts à l'idée, d'autres expriment des réserves.

« Nous, nous voulons freiner l'immigration et il est important que les demandeurs d'asile ayant été déboutés retournent dans leur pays d'origine. Et c'est là que parfois, cela piétine », a déclaré Reinette Klever, la ministre néerlandaise du commerce extérieur et de la Coopération au développement.

« Ils apprécient le fait que nous plaçons les réfugiés au cœur des communautés et non dans des camps », a confié Bagiire Vincent Waiswa, le secrétaire d'État permanent au ministère ougandais des Affaires étrangères. Si aucune demande officielle n'a encore été soumise aux autorités quant à la création d'un centre de retour, il se dit « prêt à encourager le Premier ministre à étudier la viabilité » de ce projet, au cas



La ministre néerlandaise du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, Reinette Klever. (Ph : DR)

où une telle demande serait formulée.

Au-delà de la faisabilité logistique, cette proposition fait débat. Des défenseurs des droits humains rappellent que l'Ouganda est régulièrement critiqué pour son bilan en matière de droits de l'Homme et que le pays ne serait pas en mesure de garantir une protection suffisante aux personnes en danger.

« Je suis sous le choc : alors que Londres vient de mettre

un terme à son projet avec le Rwanda, on discute exactement de la même chose ici ! », s'insurge par exemple Lewingstone Senwanyana, le directeur exécutif de la Fondation pour les droits de l'homme (FHRI), une organisation ougandaise de la société civile. Il n'est effectivement pas juste qu'un demandeur d'asile soit renvoyé dans un pays dont le bilan en matière de droits de l'Homme est très discutable. Par ailleurs, tout le monde connaît

le principe du non-refoulement d'un individu, quel qu'il soit, vers un pays ou vers une région où celui-ci risque d'être maltraité. L'envoyer en Ouganda, c'est donc rendre très probable le risque qu'il soit persécuté, ce qui serait pour le moins malvenu. J'invite donc le gouvernement néerlandais à reconsidérer cette mesure ! », poursuit-il. Les discussions autour de ce projet se poursuivent.

Marie-Inès Bibang



## SOCIÉTÉ » Tchad

# La duchesse d'Edimburg bouleversée après son voyage à Adré

*Elle est la première de la maison Windsor à se rendre au Tchad. Du 12 au 14 octobre 2024, Sophie a rencontré les associations qui aident les réfugiés fuyant la guerre au Darfour, attentive comme toujours au sort des femmes et des enfants.*

À quelques kilomètres de la frontière avec le Soudan, où la guerre civile fait rage, Sophie, la princesse d'Edimburg, a rendu hommage à la solidarité tchadienne et a offert une oreille attentive aux réfugiés. « Je n'ose même pas vous décrire ce qu'ils font aux enfants, je ne peux pas utiliser ces mots. Les larmes coulent sur ses joues alors qu'elle s'adresse à la presse tchadienne. C'est déchirant. Des histoires effroyables. Bouleversantes. Un peu plus tôt, l'épouse du prince Edward était assise sous une tente de fortune dans le camp de réfugiés établi à Adré, une ville de l'est du Tchad. Elle est encore sous le choc du témoignage de ces femmes, des atrocités qu'elles ont vécues. Elles ont été victimes d'agressions, de chantages, de viols, et ont vu leurs filles subir les mêmes assauts de la part de soldats qui font des violences sexuelles une arme de guerre ». Avant d'ajouter : « Elles n'ont aucun autre choix que de partir, et encore, quand elles ont la chance de pouvoir le faire. Dans certains villages, les gens ne peuvent plus quitter leur maison : ils se feraient tuer. Tel est l'enfer du Darfour. Sa visite en tant que représentante de la monarchie britannique – et au côté de l'Unicef – visait à attirer l'attention et l'aide internationales autour du drame qui se joue à Adré. Dans ce camp, à cinq kilomètres de la frontière soudanaise, vivent 230.000 personnes, en majorité des femmes et des enfants. Parmi ceux qui



*Au cours de ces trois jours au Tchad, la duchesse d'Edimburg a écouté et rassuré les femmes vivant un drame à Adré (Est du Tchad). (Ph: DR)*

chaque jour passent la frontière pour fuir la guerre civile, Sophie a rencontré Hadidah. La jeune maman serrait contre elle son bébé de neuf mois. « Ils sont rentrés dans nos maisons, nous ont battus et ont volé l'argent de mon mari. Si nous quittions la ferme, ils nous battaient aussi », a-t-elle raconté. Sophie a écouté, rassure d'un sourire, tendu une main réconfortante.

Au cours de ces trois jours au

Tchad, la mère de Louise et James a rencontré des ONG créées pour soutenir les exilées et permettre une continuité dans l'éducation des plus jeunes, notamment lors d'une réception à l'ambassade britannique de N'Djamena ou d'un tête-à-tête avec la ministre de la Femme et de la Protection de l'enfant. En avril, déjà, la duchesse d'Edimburg était la première de la famille royale à se rendre en Ukraine depuis le dé-

but du conflit.

Ambassadrice du programme « Femmes, Paix, Sécurité » des Nations unies, la belle-fille adorée d'Elisabeth II se révèle un atout majeur sur la scène internationale. En cette année troublée par les convalescences de Charles III et de la princesse de Galles, elle est, avec la princesse Anne, l'une des altesses les plus actives à l'étranger.

M.I.B



## 46<sup>e</sup> Assemblée ordinaire « SPORT »

# La CAF réalise un redressement financier significatif

*La Confédération africaine de Football (Caf) a publié le rapport financier audité 2022-2023 et le budget 2024-2025 lors de la 46e Assemblée ordinaire présidée par le président Patrice Motsepe, mardi 22 octobre 2024, à Addis Abeba en Ethiopie.*

Il ressort de ces assises que la Caf a réalisé un redressement financier significatif au cours de l'exercice 2022-2023, avec une réduction remarquable des pertes de 28,9 millions de dollars à 9,2 millions de dollars, informe le communiqué de l'instance. Un an auparavant, le déficit de la Caf s'élevait à 45 millions de dollars. Cette évolution positive continue est principalement attribuée aux réformes stratégiques mises en œuvre par la direction de la Caf en 2021. Sur les revenus budgétés en 2024-2025, la Caf prévoit un bénéfice net de 11,7 millions de dollars - pour la première fois depuis longtemps. Cette santé financière permettra à la Caf de remplir son mandat de développement du football en Afrique. Sous la direction du président de la Caf, Dr Patrice Motsepe, l'instance a obtenu les revenus les plus élevés dans les compétitions grâce aux droits médiatiques et aux revenus de sponsoring qui ont continué à augmenter de manière significative. L'augmentation des revenus a permis à la Caf d'augmenter son soutien financier en faveur des Associations membres et du programme de développement du football. Plus que jamais, plus de fonds sont alloués aux programmes de développement de la base, au football scolaire, en passant par les officiels de match et la production télévisuelle. À cette 46e Assemblée ordinaire,



*Le président Motsepe a confirmé l'augmentation de 100% de l'aide financière annuelle (subventions) pour les associations membres. (Ph : DR)*

le président Motsepe a confirmé l'augmentation de 100% de l'aide financière annuelle (subventions) pour les associations membres à 400 000 dollars, à partir de 200 000 dollars en 2021, un moment important pour les nations qui ont lutté pour financer les activités de football. « La décision d'allouer une part importante

des dépenses, plus précisément 84%, au développement du football africain, est un mouvement stratégique qui souligne l'engagement de la Caf à nourrir et à faire croître l'écosystème du football », souligne le communiqué, précisant que la dotation et le soutien à l'association hôte 56 millions USD

représente la plus grande partie des dépenses, montrant un accent continu sur la récompense de l'excellence par le biais de distributions aux équipes nationales, aux clubs et en soutenant les organisations responsables de l'organisation des compétitions.

J.C.P



## SPORT » Sécurité dans les stades à travers l'Afrique

# La CAF renforce les compétences des officiers nationaux de sûreté et de sécurité

La Confédération Africaine de Football (CAF) a organisé le Colloque des Officiers Nationaux de Sûreté et de Sécurité (ONSS) du 29 au 31 octobre 2024 au Caire, en Égypte. Cet événement majeur, a rassemblé 54 Officiers Nationaux de Sûreté et de Sécurité venant de toute l'Afrique. Cette initiative vise à promouvoir une culture de stades sûrs à travers le continent.



Le colloque a réuni des experts pour améliorer la sécurité dans les stades et renforcer les relations interafricaines (Ph : DR)

La direction de ce colloque a été assurée par Dr. Christian Emeruwa, Chef du Département de Sûreté et de Sécurité de la CAF. Lors des travaux, Dr Emeruwa a mis l'accent sur la nécessité de garantir la sécurité des stades afin de protéger les joueurs, les officiels, les supporters et les personnalités VIP. « Le Colloque des Officiers Nationaux de Sûreté et de Sécurité a pour but d'équiper tous les OSS nationaux avec des perspectives modernes sur la gestion et l'exécution des matches de football au sein de leurs associations. La formation initiale des OSS nationaux par la CAF a eu lieu en novembre 2019, et depuis lors, nous avons collaboré avec les officiers nationaux de sûreté et de sécurité pour stimuler leurs compétences à travers le conti-

ment », a-t-il rappelé, avant d'ajouter :

« Nous pensons que le moment est opportun pour les convoquer à nouveau au Caire pour un atelier intensif de trois jours couvrant les aspects essentiels de l'organisation réussie de matches de football dans leurs pays respectifs. Des représentants de l'UEFA, de la FIFA, du NFIP et du Groupe Européen de la Police du Football se joindront à nous. Ensemble, nous pourrions partager nos expériences et nos meilleures pratiques afin de renforcer les normes que nous visons à atteindre dans toute l'Afrique et surtout dans chaque pays », a ajouté Dr Emeruwa.

Le colloque est destiné à explorer également différents aspects de la sûreté et de la sécurité

lors des événements footballistiques en Afrique. Des intervenants de renom ont partagé leur expertise et présentés les perspectives sur la sécurité dans le domaine du football. Parmi les participants, on compte Helmut Spahn, Directeur de la Sûreté, de la Sécurité et de l'Accès à la FIFA, ainsi que Dr. Adrian Dinca, Président du Groupe Européen de Police du Football et expert au National Football Information Point (NFIP). De plus, d'autres experts internationaux, venant de l'UEFA et de la Fédération Allemande de Football (DFB), ont contribué aux sessions en partageant leurs points de vue sur la sécurité dans le football.

Le programme de ces trois jours a porté des études de cas et des exemples concrets concernant les défis de la sécurité en

Afrique, les règlements de sécurité de la CAF, le rôle des ONSS, l'accréditation et le contrôle d'accès, la billetterie, la préparation des missions et inspections de sites, l'accès au stade et les systèmes de barrières etc.

La sécurité des stades est essentielle pour le développement du sport en Afrique, qui attire des foules nombreuses et potentiellement dangereuses. Il est crucial que les agents soient bien formés aux dernières pratiques de sécurité.

Des formations comme le colloque des ONSS renforcent les compétences des professionnels et favorisent la collaboration entre nations, contribuant à une culture solide de la sécurité sur le continent.

J.C.PAGNI



## CAF Awards 2024 « SPORT

# Voici les nommés pour les catégories masculines

La Confédération Africaine de Football (CAF) a révélé la liste des nommés pour les catégories masculines des CAF Awards 2024, le 28 octobre, alors que l'effervescence grandit à l'approche de la cérémonie de remise des prix prévue le 16 décembre 2024 à Marrakech, au Maroc. Les CAF Awards 2024 prennent en compte la période s'étendant de janvier 2024 à octobre 2024.

Dix joueurs ont été présélectionnés pour le prestigieux titre de Joueur africain de l'année de la CAF, tandis que dix autres figurent sur la liste pour le titre de Joueur interclub de l'année de la CAF. Cette liste inclut des noms éminents tels qu'Amine Gouiri (Algérie / Rennes), Edmond Tapsoba (Burkina Faso / Bayer Leverkusen), Simon Adingra (Côte d'Ivoire / Brighton & Hove Albion), Chancel Mbemba (République Démocratique du Congo / Olympique de Marseille), Serhou Guirassy (Guinée / Borussia Dortmund), Achraf Hakimi (Maroc / Paris Saint-Germain), Soufiane Rahimi (Maroc / Al Ain), Ademola Lookman (Nigeria / Atalanta), William Troost-Ekong (Nigeria / Al Kholood) et Ronwen Williams (Afrique du Sud / Mamelodi Sundowns).

Achraf Hakimi, finaliste l'année précédente, a été devancé par Victor Osimhen. Ronwen Williams est nommé dans les trois catégories : Joueur de l'année, Gardien de but de l'Année de la CAF et Joueur Interclub de l'Année de la CAF. Une autre catégorie des plus captivantes est celle de l'Entraîneur de l'Année de la CAF, qui met en lumière les nations les plus performantes lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2023.

Dix nommés ont également été retenus pour les titres d'Entraîneur de l'année, d'Équipe Na-



L'attaquant nigérian Victor Osimhen a été couronné Joueur Africain de l'Année de la CAF en 2023. (Ph : DR)

tionale de l'Année de la CAF et de Club de l'Année. La catégorie du Jeune Joueur de l'Année de la CAF, qui célèbre les talents de moins de 21 ans, comprend également dix étoiles montantes. Par ailleurs, la catégorie du Gardien de but Africain de l'Année de la CAF fait son retour, avec dix gardiens d'exception nommés. Cette catégorie continue de mettre en avant l'excellence des gardiens,

enrichissant ainsi la portée de la cérémonie.

Les lauréats de chaque catégorie seront désignés par un vote émanant d'un panel diversifié, comprenant le Commission Technique de la CAF, des professionnels des médias, ainsi que les entraîneurs et capitaines des associations membres, sans oublier les clubs participant aux phases de groupes des compétitions in-

terclubs.

L'attaquant nigérian Victor Osimhen a été couronné Joueur Africain de l'Année de la CAF en 2023, tandis qu'Asisat Oshola a été distinguée en tant que Joueuse Africaine de la CAF. La liste des nominés pour les catégories féminines sera annoncée sous peu.

J.C.P



## SPORT » CAF Awards 2024

# La Côte d'Ivoire nominée dans cinq catégories

La Confédération africaine de football (Caf) a révélé, le jeudi 24 octobre 2024, la liste officielle des nominés pour les Awards 2024, répartis par catégories.

La Côte d'Ivoire se distingue avec des nominations dans cinq des sept catégories. Dans la catégorie-phare, le Ballon d'Or 2024, Simon Adingra figure parmi les dix nominés. Le champion d'Afrique 2023 sera en compétition avec des joueurs tels que l'Algérien Amine Gouiri, le Burkinabè Edmond Tapsoba, le Guinéen Serhou Guirassy et le Marocain Achraf Hakimi, évoluant au Paris Saint-Germain.

Concernant le trophée du meilleur entraîneur, Faé Emerse, le sélectionneur de la Côte d'Ivoire, est également en lice. Son parcours exceptionnel avec l'équipe nationale, couronné par une victoire à la CAN, lui vaut cette re-



La sélection masculine de football de la Côte d'Ivoire, championne d'Afrique a également été nommée pour le titre d'Équipe nationale de l'année (Ph : DR)

connaissance. Il devra faire face à Sébastien Desabre, l'entraîneur français qui a revitalisé l'équipe nationale de la RDC, ainsi qu'à

Hugo Broos. Yahia Fofana, le gardien des Éléphants, tentera de décrocher le titre de meilleur gardien, ayant été sélectionné parmi les nominés. Dans la catégorie du meilleur joueur jeune africain, deux représentants ivoiriens, Konaté Karim et Oumar Diakité, sont en compétition.

Enfin, pour le titre d'Équipe nationale de l'année, la sélection masculine de football de la Côte d'Ivoire, championne d'Afrique a également été nommée.

La cérémonie de remise des prix se déroulera le 16 décembre 2024 à Marrakech, au Maroc. Les Caf Awards 2024 couvrent la période allant de janvier 2024 à octobre 2024.

J.C.PAGNI

## Emerse Faé grandissime favori pour le prix du meilleur entraîneur

La Confédération africaine de football (Caf) a dévoilé jeudi 24 octobre 2024 la liste des 10 entraîneurs nommés pour le prix du meilleur coach sur le continent en 2024. Sans surprise, on retrouve le sélectionneur de l'équipe de Côte d'Ivoire, Emerse Faé, champion d'Afrique en titre avec les Éléphants, grandissime favori à la succession du Franco-Marocain Walid Regragui, sélectionneur des Lions de l'Atlas, logiquement absent. Ses principaux outsiders sont le Belge Hugo Broos et le Français Sébastien Desabre, demi-finalistes de la dernière Can avec l'Afrique du Sud et la RD Congo respectivement. La nomination de Brama Traoré constitue une belle reconnaissance en soi pour son travail abattu récemment. Puisque, en dépit de ses performances avec les Étalons du Burkina Faso, d'ores et déjà qualifiés à la Can 2025 devant le Sénégal à deux journées des éliminatoires, le technicien burkinabè devrait rester à bonne distance du



Emerse Faé, champion d'Afrique en titre avec les Éléphants. (Ph : DR)

trio. Voire de Marcel Koller et José Gomes, respectivement vainqueurs de la Ligue des champions et de la Coupe de la Caf avec Al Ahly et Zamalek. Le Franco-Congolais Florent Ibenge, architecte des bonnes performances en LdC africaine de la formation soudanaise d'Al Hilal Club, est également nommé aux côtés d'une autre sensation au Soudan en la personne du Ghanéen Kwesi Appiah, performant avec l'équipe nationale, de Pedro Soares Gonçalves et de Chiquinho Conde, aux commandes de l'Angola et du Mozambique. Finaliste de la Can avec le Nigeria, le Portugais José Peseiro est l'un des grands absents de la liste. Son absence interroge, tout comme celle du Sud-Africain Rulani Mokwena, quadruple champion en titre d'Absa Premiership et victorieux de l'édition inaugurale de Ligue africaine de football (anciennement Super League) l'année passée.

J.C.P.



# L'Ethiopie (déjà) candidate à l'organisation

*Avant même l'ouverture du dépôt des dossiers, un premier pays a annoncé sa candidature pour l'organisation de la CAN 2029 : l'Ethiopie.*

**E**n marge de la 46e assemblée générale de la Confédération africaine de football (CAF) à Addis-Abeba le 22 octobre 2024, le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a annoncé la candidature de son pays pour accueillir la CAN 2029. Et ce, alors même que les dates de soumission des candidatures n'ont pas encore été communiquées.

Accusant réception de ladite proposition, Patrice Motsepe, le président de la CAF, en a profité pour encenser l'État d'Afrique de l'Est. « L'Éthiopie est un beau pays. Le président Taye Selassie s'est engagé à améliorer le football et ses infrastructures. C'est l'un des membres fondateurs de la CAF. Nous examinerons leurs propositions au moment opportun. Nous les remercions de nous avoir accueillis dans de bonnes conditions », a déclaré le dirigeant sud-africain.

L'Éthiopie est une grande habituée de l'organisation de la



*Après 1962, 1968 et 1976, l'Éthiopie rêve d'organiser la CAN 2029. (Ph : DR)*

grand-messe du football africain pour en avoir déjà été l'hôte à trois reprises, en 1962, 1968 et 1976. En prenant les devants dans la course à l'organisation,

elle va ainsi au bout de sa logique, là où le Sénégal s'est rétracté il y a quelques jours. La semaine dernière en effet, la ministre des Sports Khady Diène

Gaye a annoncé le renoncement des champions d'Afrique en titre, alors que la tendance était plutôt positive un an plus tôt.

GFY

## Arbitrage



# L'heure de la retraite a sonné pour Salimata Mukansanga

*L'arbitre internationale rwandaise Salima Mukansanga (36 ans) prend sa retraite. Première femme à arbitrer un match à la CAN masculine, elle laisse derrière elle une carrière immense qui a ouvert la voie aux femmes dans l'arbitrage.*

**L**a Rwandaise Salima Mukansanga a déposé le sifflet. Définitivement.

Celle qui a brisé les nombreuses barrières dans le monde du football en devenant la première dame africaine à arbitrer des

matches masculins en Coupe d'Afrique des nations, a décidé de prendre sa retraite sportive. La jeune dame a confirmé sa

décision à B&B Kigali FM, une station de radio sportive locale. « C'est une décision que j'ai prise de mon propre chef », a



déclaré Salima Mukansanga. Elle continuera cependant à exercer ses fonctions en tant qu'arbitre assistant vidéo (VAR) après avoir suivi des cours approfondis.

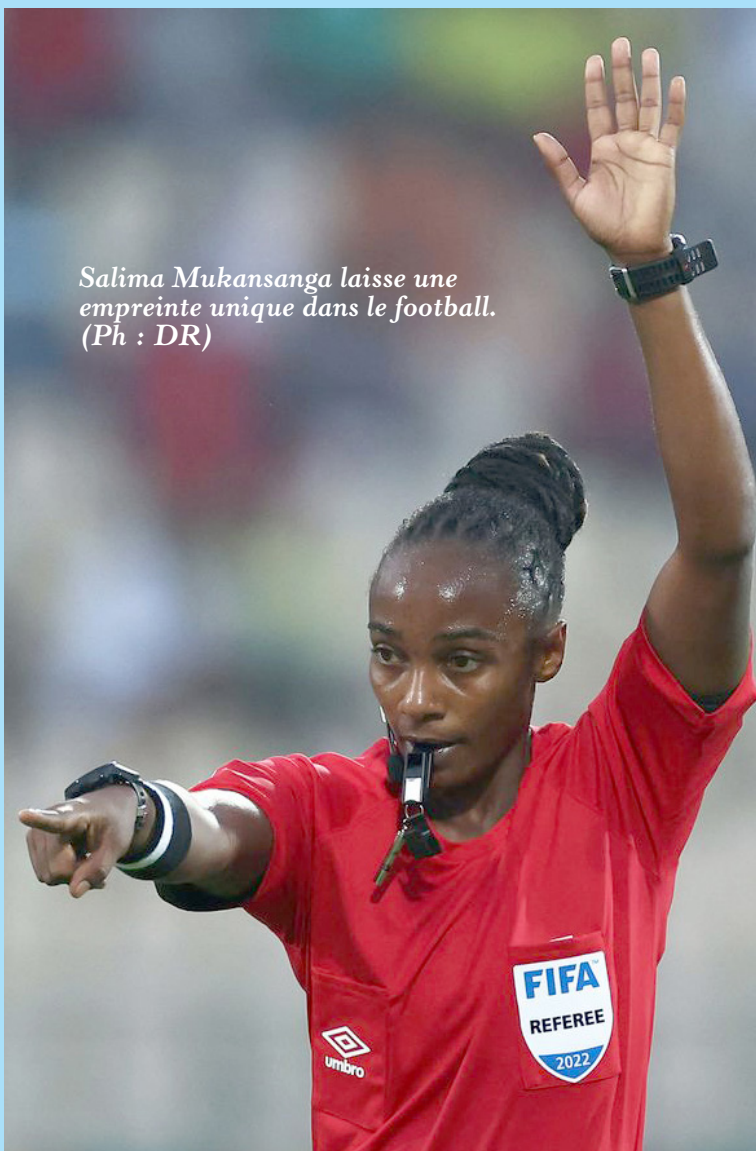
Arbitre internationale FIFA depuis 2012, Salima Radia Mukansanga quitte les pelouses après 12 ans de carrière, couronnée de succès. Le 18 janvier 2022, elle est devenue la première femme à arbitrer un match de Coupe d'Afrique des nations, alors qu'elle a été aux commandes de la rencontre du groupe B entre la Guinée et le Zim-

babwe.

La même année, elle a été sélectionnée pour officier lors de la Coupe du Monde masculine de la FIFA qui s'est déroulée au Qatar, où elle était la quatrième arbitre lors du match France-Australie en phase de poule. La native de Rusizi a également officié aux Jeux olympiques de Tokyo 2020, à la CAN féminine, à la Coupe du monde féminine de la FIFA et à la Ligue des champions féminine de la CAF.

GFY

Salima Mukansanga laisse une empreinte unique dans le football. (Ph : DR)



## SPORT » Guinée



# Serhou Guirassy marche sur l'eau

Il y a 11 ans, l'attaquant Serhou Guirassy jouait son premier match de football en professionnel avec le Stade Lavallois (contre Le Havre en Ligue 2). Il est aujourd'hui le meilleur buteur européen, tous championnats confondus.



L'attaquant guinéen met tout le monde d'accord sur son grand talent en Allemagne. (Ph : DR)

Qui peut arrêter l'attaquant du Borussia Dortmund Serhou Guirassy ?

Passé par le centre de formation de Laval entre 2011 et 2014, le Franco-Guinéen est pour le moment le meilleur buteur de Bundesliga et l'un des meilleurs attaquants au monde.

À 28 ans, il fait chavirer l'Allemagne, après avoir enchaîné les clubs. «Guirassy est en train d'écrire un pan de l'Histoire de la Bundesliga. Il est hyper efficace, hyper efficient. Sur ses huit premières frappes cadrées, il a marqué huit buts. Et là, il surfe sur son excès de confiance», analyse Patrick Guillou, spécialiste du championnat allemand. Serhou Guirassy a pour le moment inscrit plus de buts que les grandes stars européennes : Kylian Mbappé au Real Madrid, Erling Haaland à Manchester City ou encore Robert Lewandowski au FC Barcelone. Sa réussite n'étonne pas Philippe Hinschberger l'entraîneur de Laval qui l'a lancé en Ligue 2 le 18 oc-

tobre 2013 (match nul contre Le Havre). «Serhou c'était une armoire. Il était puissant physiquement. On sentait son potentiel, surtout pour jouer dos au but en fixation.»

À Laval, Serhou Guirassy avait déjà une tête bien faite, d'après l'actuel entraîneur de Niort en National. «Très gentil garçon, gros nounours. Au centre de formation, quand ça chauffait avec des éducateurs, parfois, on lui disait qu'on allait appeler sa mère. Et il nous répondait 'Non, s'il vous plaît, n'appellez surtout pas ma maman'.»

Passé déjà en Allemagne à Cologne entre 2016 et 2019, Serhou Guirassy a fait un tour au Stade Rennais avant de ravir la ville de Stuttgart. Depuis ce début de saison, L'inarrêtable serial 9 des jaunes et noirs n'arrête plus de marquer.

Bonne nouvelle pour la Guinée puisque Serhou Guirassy porte bien le Syli National. Très attendus, il répond toujours présent.

Guy-Florentin Yameogo



Basket-ball « **SPORT** »

# Nombre record d'Africains en NBA

La nouvelle saison du championnat de basket nord-américain (NBA) a débuté le mardi 22 octobre 2024. La ligue a annoncé qu'au sein des 125 joueurs internationaux provenant de 43 pays, 17 sont originaires d'Afrique, un record.

**Guy Florentin Yameogo**

**U**n record ! Pour la première fois dans l'histoire de la NBA, 17 joueurs africains participent au championnat sur les 125 basketteurs internationaux. À l'occasion du début de

la saison 2024-2025, le mardi 22 octobre, la ligue a annoncé ce chiffre record. La NBA recense également plus de 35 joueurs dont au moins un parent est originaire d'un pays africain, dont Bam Adebayo des Miami Heat,

Giannis Antetokounmpo des Milwaukee Bucks ou encore Victor Wembanyama des San Antonio Spurs.

Depuis le recrutement du Nigérian Hakeem Olajuwon en première position de la draft

en 1984, les portes du plus grand championnat de basket au monde se sont peu à peu ouvertes aux joueurs africains. Diasporas-News vous propose de découvrir quelques talents à suivre cette saison.

## Joël Embiid (Cameroun)



À 30 ans, le Camerounais Joel Embiid, originaire de Yaoundé, est la star africaine de la NBA. Le pivot, qui détient aussi les nationalités américaine et française, va vivre sa neuvième saison avec les 76ers de Philadelphie. Sélectionné sept fois pour le All-Star Game, il a été élu meilleur joueur de la saison en 2023. Après avoir remporté l'or olympique avec l'équipe américaine aux Jeux de Paris cet été, il va encore démontrer tout son talent.

## Mohamed Bamba (Côte d'Ivoire)



Après avoir été la doublure de Joel Embiid aux 76ers de Philadelphie la saison dernière, le pivot Mohamed Bamba, 26 ans, a été recruté cet été par les Clippers de Los Angeles pour être celle du Croate Ivica Zubac. Ancien sixième choix de la draft en 2018, le joueur, originaire de Côte d'Ivoire par son père qui a émigré aux États-Unis, a déjà porté le maillot de quatre équipes de NBA. Il possède l'une des plus grandes envergures de la ligue avec ses 2,39 m, devant le Français Rudy Gobert (2,36 m), mais derrière Victor Wembanyama (2,43 m).

## Jonathan Kuminga (RD Congo)



Champion NBA en 2022 avec les Golden State Warriors, le Congolais Jonathan Kuminga démarre une nouvelle saison avec la franchise californienne. Le joueur originaire de Goma a disputé 74 rencontres l'an dernier et affiche souvent des matches avec 15 à 20 points au compteur. Le jeune ailier de 22 ans n'est toutefois pas parvenu à prolonger son contrat avec son équipe et sera agent libre en 2025. Les Golden State Warriors pourraient toutefois choisir de le garder.



## SPORT » Basket-ball

### Bol Bol (Soudan du Sud)



Du haut de ses 2 m 21, le Sud-Soudanais Bol Bol fait partie des plus grands joueurs évoluant en NBA. Après cinq saisons au compteur dans la ligue, le joueur de 24 ans affiche des statistiques de 6 points et 3,6 rebonds en moyenne par rencontre avec 166 apparitions au total. Forfait lors des JO de Paris 2024 pour des raisons personnelles alors que son pays avait réussi à se qualifier pour la première fois de son histoire, il aura à cœur de briller pour sa deuxième saison avec les Phoenix Suns aux côtés de la star Kevin Durant.

### Mouhamed Gueye (Sénégal)



À 21 ans, le Sénégalais Mouhamed Gueye, né à Dakar, va vivre sa deuxième saison en NBA avec les Hawks d'Atlanta. Du haut de ses 2,11 m, ce pivot vanté pour ses qualités athlétiques est souvent comparé à Giannis Antetokounmpo et à Paul George. Il est le seul représentant sénégalais à évoluer dans le championnat nord-américain.

### N'Faly Dante (Mali)



Le Malien N'Faly Dante n'est pas passé par la draft mais il a été recruté cet été par les Houston Rockets. Après avoir brillé avec les Oregon Ducks dans le championnat universitaire, il s'apprête à faire ses débuts professionnels. Né il y a 23 ans à Bamako, le basketteur de 2 m 13 joue au poste de pivot.



### Precious Achiuwa (Nigeria)

Sélectionné en 20e position à la draft 2020 par le Miami Heat, le Nigérian Precious Achiuwa porte aujourd'hui les couleurs des New York Knicks. Lors de la dernière saison, il a brillé avec cette franchise avec un bilan de 7,6 points et 7,2 rebonds de moyenne par match en 49 rencontres. Blessé aux ischio-jambiers, l'intérieur va manquer le début de saison pour deux à quatre semaines.



### Adama Sanogo (Mali)

Champion universitaire en 2023 avec les Connecticut Huskies, le Malien Adama Sanogo porte le maillot des Chicago Bulls depuis la saison dernière. Né lui aussi à Bamako, il y a 22 ans, le pivot de 2 m 06 a été repéré lors d'un camp organisé par Cheick Diallo, un ancien joueur de NBA, et envoyé au lycée aux États-Unis.



## Beauté « TOURISME

# La Côte d'Ivoire accueille les candidates du concours Miss France 2025

*C'est une première dans l'histoire de Miss France. Les 30 candidates au titre 2025 partiront en Afrique, plus précisément en Côte d'Ivoire, pour leur voyage de préparation.*



*C'est la toute première fois dans l'histoire de Miss France que les 30 candidates se préparent en Afrique. (Ph: DR)*

Après la Guyane, c'est cette fois le continent africain qui est mis à l'honneur pour la première fois dans l'histoire de Miss France. Les concurrentes se rendront en Côte d'Ivoire, durant ce mois de novembre, comme l'a révélé la société Miss France sur son compte Instagram, le mercredi 16 octobre.

Le voyage des candidates s'annonce intense. La société Miss France promet sur Instagram « une immersion au cœur de la culture ivoirienne » et précise que « les Miss vivront une ex-

périence unique et découvriront la beauté des paysages et l'énergie qui y règne. Un séjour placé sous le signe de l'évasion et du partage. » Sur place, les candidates participeront à des séances photos, rencontreront des journalistes, et suivront des cours de bonnes manières, de posture et de danse.

Au programme : découverte de la culture locale, exploration des paysages naturels baignés par l'océan Atlantique, et dégustation des spécialités culinaires régionales. Au retour de ce voyage, les 30 miss régionales la

France pour préparer la suite du concours avant la grande soirée Miss France 2025, qui aura lieu le samedi 14 décembre.

« La Côte d'Ivoire est une destination aux multiples facettes avec un patrimoine culturel et historique très fort. Je suis heureux que les 30 candidates venues de toutes les régions de France puissent vivre cette expérience authentique et unique sur cette terre chaleureuse et accueillante », a déclaré dans un communiqué Frédéric Gilbert, président de la société Miss France.

Un véritable « honneur », a affirmé Siandou Fofana, ministre ivoirien du Tourisme et des Loisirs dans un communiqué de la société Miss France. « Notre pays, riche de ses paysages, de sa culture vibrante et de sa diversité, est la destination idéale pour une immersion au cœur de l'authenticité africaine ». Ève Gilles, Miss France 2024 s'envolera également avec les candidates qui pourront profiter de sa présence et de ses conseils avisés.

M.I.B.



## HOMMAGE » Sénégal

# Disparition d'Abdou Ndukur Kacc Ndao, un intellectuel organique s'est retiré...

*Le socio-anthropologue Abdou Ndukur Kacc Ndao est décédé le 6 septembre dernier. C'est une grosse perte pour le monde universitaire et pour les cultures du Sud.*

La disparition soudaine d'Abdou Ndukur Ndao, terrassé par une crise cardiaque, a ému le Sénégal en entier. L'intellectuel organique qui a tiré sa référence était un penseur de haut rang et un amoureux du dialogue. Avec son décès, le Sénégal perd un brillant chercheur et la Basse Casamance, où son combat contre les mines anti-personnelles et l'exploitation du zircon, entre autres était connu, le pays perd un fils à part entière.

Ndukur aimait le débat. Sur tous les sujets de société de son époque, il a apporté un avis rigoureux. Avis décalé, parti pris assumé, mais il était toujours argumenté. C'était justement ça Ndukur ! Avec lui, il y avait de la place pour le débat. Un intellectuel au vrai sens du mot.

Ses sorties, ses conférences étaient attendues. Sa page Facebook était tous les matins, le lieu de convergence de beaucoup de compatriotes soucieux de lire ce que pouvait penser Ndukur de l'actualité brûlante de la veille.

En février dernier, il présentait son dernier ouvrage : « From Tenda to Ajamat » co-écrit avec son ami photographe Matar Ndour. Un ouvrage dédié aux peuples du Sud-est du pays Bassari et des Badiaranké.

Chercheur associé au Laboratoire de Recherche sur les Transformations Sociales de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (LARTES-



..... (Ph: DR)

IFAN), Ndukur, spécialiste en analyse qualitative des données et en anthropologie culturelle, a travaillé à l'IFAN, au PNUD, BREDA, au CODESRIA, à l'UNESCO et chez Plan International.

Par ailleurs, Abdou Ndukur Kacc Ndao donne des cours de méthodologie, d'épistémologie et d'analyse qualitative appliquée à l'informatique dans les univer-

sités de Gaston Berger de Saint-Louis, Cheikh Anta Diop de Dakar et Assane Seck de Ziguinchor. Il est un des fondateurs de l'Ecole des Sciences Sociales Appliquées en Basse Casamance au Sénégal. Le disparu a largement contribué à faire connaître les profondeurs de la Casamance aux Sénégalais. Il a été un acteur incontournable de la paix et de la stabilité dans cette région qu'il avait fini par

adopter.

Abdou Ndukur Ndao, digne fils du Sénégal dont le nom est désormais inscrit au Panthéon des grands chercheurs, est parti un vendredi saint pendant ces dix jours de Burd en hommage au prophète Muhammad (PSL). Puisse Dieu lui pardonner ses fautes et l'accueillir en son paradis.

**Amadou Bator Dieng**



# La 14<sup>e</sup> édition du SITHO promet d'être belle

La 14<sup>e</sup> édition du Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou (SITHO) prévue du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2024 promet d'être belle. C'est en tout cas la promesse faite par le comité d'organisation.

Le tourisme burkinabé se réveille. À la faveur de la 14<sup>e</sup> édition du Salon international du tourisme et de l'hôtellerie de Ouagadougou (SITHO), prévue au parc d'exposition du SIAO, dans la capitale burkinabé du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2024, les petits plats sont mis dans les grands pour la réussite de l'évènement.

« Tourisme, facteur de valorisation des identités et de la diversité culturelle », est le thème du Salon. Un thème justifié par Aymar Yamini, président du comité d'organisation, afin d'inviter les acteurs du domaine de l'hôtellerie à la mise en lumière de la contribution du tourisme jusqu'à la valorisation des identités culturelles. « Le tourisme n'est pas seulement un secteur économique, il est aussi un puissant vecteur d'échanges entre les cultures », a-t-il souligné le 10 octobre 2024 à l'occasion d'un échange avec la presse locale.

Il est bon de savoir qu'un Salon international tel que le SITHO, constitue un grand rassemblement des professionnels du tourisme (agences de voyages, offices du tourisme, hôtels, restaurateurs, transporteurs, etc.). Ces prestigieux invités se rassemblent et mettent en avant les atouts touristiques des régions du Burkina Faso : paysages, hospitalité, art de vivre, artisanat. C'est aussi le rendez-vous des passionnés de voyages, à la recherche d'idées et de conseils pour leurs prochaines vacances. Sans surprise, la 14<sup>e</sup> édition du SITHO sera rythmée par des conférences, des panels thématiques, des animations culturelles, des rencontres professionnelles B2B, des concours à l'endroit des professionnels et des excursions grand public.

« Le Foyer de l'AES », une sorte d'espace gastronomique, constitue l'innovation majeure de ce rendez-vous. « Cet espace va rassembler les communautés des trois pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel pour célébrer la richesse et la diversité de leurs traditions culinaires. En un seul lieu, le public aura l'occa-



« Le Foyer de l'AES », une sorte d'espace gastronomique, constitue l'innovation majeure de ce rendez-vous. (Ph: DR)

sion de découvrir, de partager et de déguster les spécialités uniques qui font la fierté du Mali, du Niger et du Burkina Faso, renforçant ainsi les liens culturels et fraternels qui nous unissent » a indiqué Fidèle Aymar Tamini.

Cette 14<sup>e</sup> édition du SITHO connaîtra la participation de la région des Cascades comme région invitée d'honneur.

Guy-Florentin Yameogo

# GASTRONOMIE » THIEBOU YAP CÔTES D'AGNEAU

Préparation et cuisson 1h30mn

Difficulté \*\*

Pour 6 Personnes

\*\*\*INGREDIENTS\*\*\*

1 Kg de côtes d'agneau  
3 gros oignons  
1 Kg de riz cassé 2 fois  
3 cuil. à soupe de poudre de crevettes séchées

1 piment vert (pour parfumer)  
30 cl d'huile d'arachide  
Sel, poivre  
2 cubes de bouillon  
Huile d'arachide

10 Gombos frais (extrémités coupées)  
3 feuilles de laurier

**Pour le nokos**  
1 oignon

4 gousses d'ail  
1 cube de bouillon  
3 piments oiseau  
1 à 2 cuillerées à café de poivre noir en grains



\*\*\*PREPARATION\*\*\*

Préparez le nokos : mixez les gousses d'ail épluchées, le poivre noir, le cube de bouillon, l'oignon, les 3 piments oiseaux. Réservez

Lavez les côtes d'agneau.  
Dans une grande marmite, faites chauffer l'huile puis faites dorer les côtes d'agneau pour colorer toutes les faces.

Ajoutez les oignons préalablement émincés, la moitié du nokos, le sel, le poivre, les feuilles de laurier, les cubes de bouillon, les gombos, le piment vert entier, la poudre de crevettes séchées versez 1 litre d'eau (ou un peu plus de manière à recouvrir la viande), couvrez et portez à ébullition environ 30 minutes.

Pendant ce temps, lavez le riz à grande eau, égouttez-le et mettez-le à cuire sur le haut d'un couscoussier pendant environ 30 minutes.

Quand la cuisson de la viande est terminée, retirez-la à l'aide d'une écumoire, ainsi que les légumes (oignons, gombos) pour obtenir une sauce claire.

Mettez le riz précuit dans le reste de sauce, ajoutez le reste de nokos, rectifiez l'assaisonnement et terminez la cuisson à feu très doux pendant encore 20 minutes.

Dressez le riz dans un plat puis disposez dessus les côtes d'agneau et les petits condiments. Servez bien chaud.

Bon appétit, excellentes fêtes de fin d'année.

Recette originaire d'Afrique de l'Ouest et principalement du Sénégal, du Mali et Niger. C'est un plat très convivial que l'on appelle aussi riz au gras. Je vous conseille de raclez le riz grillé « accroché au fond de la marmite » c'est un vrai délice et régaliez vous.

Danielle EBENGU

Ph: DR

Orange Money Europe

gofina Services

AB ÉVÈNEMENT ET SERVICES CRÉATRICES  
D'ÉMOTIONS À LA CARTE ORGANISE SON

**Grand Dîner DE GALA**

AUX PROFITS DE "L'EUROPEAN D'AFRIQUE" ET "À NOUS LES AMIÉS"

19H À L'AUBE

2 ASSOCIATIONS CARITATIVES QUI ŒUVRENT POUR LA CONDITION DE VIE DES ENFANTS ATTEINTS DE CANCER ET DÉSCOLARISÉS.

ASSOCIATION L'EUROPEAN D'AFRIQUE

SAMEDI 28 DÉCEMBRE 2024, À VILLEJUIF

ENTRÉES 120 EUROS \ PAR PERSONNE - COCKTAIL DÎNER + CHAMPAGNE

ASSOCIATION À NOUS LES AMIÉS

Réservations

AB Amy +33681002353

AB Brigitte +33622601947

SALLE "ÉPI D'OR" 3, AVENUE DE L'ÉPI D'OR 94800 VILLEJUIF  
MÉTRO L7 VILLEJUIF

YAKO AFRICA

IMMOBILIERE 91-CI Sarl

DIASPORAS news

**COMMUNIQUER - S'INFORMER**  
**VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION**

**DIASPORAS**  
 news  
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

**Premier Magazine**  
**GRATUIT**

**Rejoignez-nous !**

**1 AN**  
**30€**  
 Frais de port inclus



Recevoir  
 directement  
 votre magazine  
 chez vous

Restez informé

**ABONNEMENT**

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour **30€** par an.

Nom \_\_\_\_\_

Prénoms \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

• Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

A retourner avec votre règlement à l'ordre de  
**DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES**

**LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES**



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...

Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

**DIASPORAS-NEWS**

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : [contact@diasporas-news.com](mailto:contact@diasporas-news.com) - [WWW.DIASPORAS-NEWS.COM](http://WWW.DIASPORAS-NEWS.COM)

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

# DIASPORAS

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

## news

Le Premier Magazine Mensuel

**GRATUIT**  
des diasporas afro-caribéennes en France

## Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF  
est accessible à travers le monde sur [www.diasporas-news.com](http://www.diasporas-news.com)

## Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.

Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions  
des diasporas avec leur environnement d'émigration.

## Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante  
mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

## Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant  
dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus  
d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.

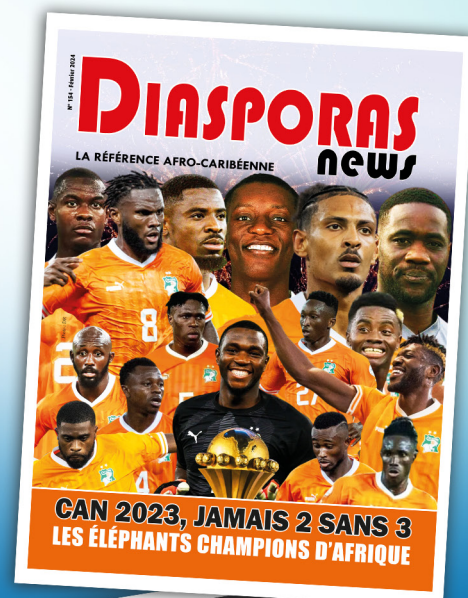
Pour tout renseignement

  DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

[www.diasporas-news.com](http://www.diasporas-news.com) / [contact@diasporas-news.com](mailto:contact@diasporas-news.com)

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66



100 000  
exemplaires